

## ***Condamnation des exactions contre les bâtiments et les agents des finances***

Le mouvement initié par les « gilets jaunes » rassemble des salariés du privé, du public et des retraités. Les principales revendications portent essentiellement sur l'amélioration du pouvoir d'achat mais aussi le maintien des services publics sur l'ensemble du territoire.

Les autorités politiques portent l'entière responsabilité de ce conflit. La situation actuelle découle tout naturellement de leur refus de prendre en considération les alertes et revendications portées par les syndicats.

**Tout comme l'ensemble des salariés, les agents des finances sont victimes des politiques d'austérité des gouvernements successifs et tout particulièrement de celui en place. Nombre d'entre eux subissent les mêmes difficultés financières en fin de mois !**

**FO Finances** n'a eu de cesse, ces derniers mois, de porter ces revendications auprès de Messieurs Darmanin et Le Maire.

Le silence et bien souvent le mépris font figure de seule réponse !

**FO Finances réitère ses exigences de réponses urgentes et concrètes pour le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.**

Pourtant en pleine crise sociale, les fermetures de services publics économiques et financiers et les suppressions d'emplois publics perdurent inlassablement.

La lecture du Journal Officiel ces derniers jours et la présentation du projet de Loi de Finances 2019 en sont la parfaite illustration.

Dans ce contexte particulièrement tendu, dans un certain nombre de départements, les bâtiments publics sont pris pour cible et les agents des finances sont empêchés de se rendre sur leur lieu de travail voire parfois menacés et insultés.

**FO Finances** en a alerté les autorités ministérielles dès la semaine dernière.

**FO Finances condamne avec fermeté toutes les dégradations et exactions commises en métropole et outre-mer, envers les bâtiments publics des directions de Bercy et les atteintes portées aux agents des finances.**

**FO Finances** exige des ministres qu'ils prennent sans délai toutes les mesures de prévention pour assurer la sécurité des biens et de leurs agents.